


“Je suis restée **AUTHENTIQUE**”

Maggie De Block se livre

PAR LAURA CERRADA CRESPO

 Lors d'une interview exclusive, la ministre fédérale de la Santé publique se livre et détaille les batailles à mener pour 2018

► Maggie De Block est tantôt fortement appréciée, tantôt haïe. Au ministère de la Santé publique, elle est loin de faire l'unanimité. Nous l'avons rencontrée dans son vaste bureau, avec une vue à couper le souffle, en plein cœur de Bruxelles (boulevard du Jardin botanique).

Qui est Maggie De Block ?

“Ce n'est pas à moi de répondre à cette question. Les gens que je rencontre qui m'ont connue quand j'étais enfant, adolescente et jeune femme me disent que je n'ai pas changé. Je suis restée fidèle à moi-même. Je ne veux pas changer parce que je me trouve dans des environnements différents. J'ai seulement vieilli. Au fond de moi, je ne ressens pas que j'ai 55 ans. Je le vois, alors j'évite les miroirs (elle rit). Dernièrement, j'étais avec des amis que je connais depuis qu'on a 10-12 ans. On a entre 52 et 61 ans, on a changé, mais c'était comme à l'époque. On a besoin d'un peu plus de crème antirides qu'avant.”

Enfant, vous imaginiez-vous à ce poste de ministre ?

“Non ! J'étais la première, depuis trois générations, à aller à l'université. Dans notre famille, il n'était pas prévu que les enfants aillent à l'université. Mon frère m'a suivie cinq ans après. Quand j'ai fait part de ma volonté à ma grand-mère, elle était surprise. Elle me disait que ce n'était pas possible, que j'avais déjà étudié jusqu'à 18 ans et que c'était suffisant pour une fille. Quand je disais que j'avais encore sept ans d'études, elle était un peu choquée. À l'époque, il n'y avait aucun médecin dans notre famille.”

La médecine et la politique, une affaire de famille...

“Mon frère et ma nièce ont suivi des études de médecine. Quant à la politique, c'est grâce à mon mari. Il

était engagé dans la politique communale et moi, je le suivais. On avait des occupations politiques. J'ai commencé à lire des bouquins, à suivre des congrès du VLD... C'est comme ça que je suis entrée en politique. Mon mari est resté au niveau communal. Il a été suivi par mon frère et ma fille. En 1999, j'ai été propulsée candidate pour la Chambre alors qu'avant, je n'avais pas de parcours politique. Mon but était d'aller à la Chambre pour les départements sociaux. D'abord, ça a été la santé publique, les pensions, l'égalité des chances, et puis j'ai été présidente de la commission infrastructures (les trains, les vols, les télécoms, la libéralisation de la poste...). C'était toujours un défi d'étudier de nouveaux dossiers. Quand on m'a demandé d'être secrétaire d'État, c'était encore de nouvelles matières : asile et migration, la lutte contre la pauvreté... C'était aussi un grand défi. J'aime bien les défis, mais ce n'était pas simple. Mais je me dis que quand on veut changer les choses, il faut y aller ! Ma carrière n'a jamais été bien préparée. Elle se déroule comme ça. Je n'avais jamais prévu que j'allais devenir ministre.”

Vous vous présentez aux communales en 2018 à Merchtem. Vous laisseriez tomber le portefeuille ministériel ?

“C'est la première fois que je me présente. Je suis toujours très honnête : mon frère Eddie a été bourgmestre pendant trois législatures. Cela fait 18 ans. Avant ça, il a été président du CPAS durant six ans. Il a eu une grande influence durant 24 ans dans la commune. Il a choisi de revenir à sa carrière initiale : il est médecin du travail. Il a dit qu'il avait fait tout ce qu'il avait envie de faire. Je n'avais jamais participé aux élections communales parce que ce n'était pas nécessaire. Je

supportais, mais c'était mon frère qui était tête de liste. On en a beaucoup discuté. Je suis restée très active au sein de notre groupe VLD communal. On m'a proposé de tirer la liste quand Eddie se retirerait. J'ai dit que je voulais bien guider l'équipe. Après, on verra bien, ça dépend des circonstances.”

Vous êtes attachée à votre commune ?

“Oui ! C'est une toute petite commune, ça n'est pas comme Anvers ou Bruxelles ; il n'y a que 16.000 habitants. Je suis née là-bas, j'ai grandi là-bas. Je fais partie du patrimoine communal (rires). Tout le monde me connaît, j'habite au centre, près d'un parking. La fenêtre de ma cuisine donne sur la rue. Quand je cuisine, on me fait signe. J'ai toujours été au courant de ce qui se passe dans la commune. J'y suis très attachée. Je veux vieillir là-bas, mais je ne sais pas comment. Quand il y a un jour où je peux rester à la maison, un jour férié, pour moi, me promener dans ma commune est un cadeau ! Quand je peux rester à la maison, ça me fait du bien.”

Donc vous pourriez lâcher le ministère...

“On ne peut pas combiner les deux rôles, c'est sûr ! J'envisage toutes les possibilités. Avant, j'étais la seule qui n'était jamais candidate dans sa propre commune. Et mon frère, il me supporte, il est très content que je le fasse. On verra bien. Rien n'est gagné d'avance : tout le monde connaît mon engagement au fédéral. Dans une petite commune comme Merchtem, tout le monde me connaît. Je ne dois pas faire de tracts ou me présenter.”

L.C.C.

Un ordre déontologique des dentistes

BRUXELLES Les dentistes sont sujets à de nombreuses plaintes de patients. En cause ? Ils ne sont régis par aucun ordre professionnel. La ministre de la Santé affirme que les choses vont changer. *“On va faire la réforme de l'ordre des médecins et ce sera un modèle de ce qu'on va faire. On a d'abord demandé aux médecins. Ils ont fait des propositions pour être plus transparents et mieux impliquer le patient. On a demandé à l'administration de les analyser et de voir comment les intégrer dans la législation. Ce sera pour les mois à venir, dit-elle pleine d'espoir. On veut que la déontologie soit plus positive et proactive, dans l'intérêt du patient. On veut centraliser. On souhaite aussi que les patients soient entendus. Jusqu'à présent, ils ne savent pas le suivi de leur plainte et ne sont pas entendus. Les patients seront impliqués et pourront suivre leur dossier. Cela servira de modèle pour les dentistes, ou très récemment les psychologues, orthopédagogues... On espère avoir un modèle moderne, objectif.”*

L.C.C.

“Cette assurance est choquante”

► La ministre s'insurge contre la nouvelle assurance pour les femmes atteintes du cancer du sein

► La nouvelle assurance d'AG Insurance, pour les femmes atteintes d'un cancer du sein, fait polémique. Et pour cause, les femmes qui craignent la maladie peuvent souscrire une assurance. Elles paient 4, 6 ou 8 euros par mois avant 50 ans, selon la formule choisie, et 12, 18 ou 24 euros à partir de 50 ans. Si l'assurée a le cancer, elle percevra entre 5.000 et 10.000 euros pour “prendre soin d'elle”. Les personnes à risque sont exclues.

Interrogée à ce propos, Maggie De Block s'enflamme et admet avoir pris contact avec l'organisme pour faire changer les choses. *“Je l'ai vue. Et, même si je ne suis pas compétente pour les assurances, j'ai quand même réagi, nous dit-elle. Le fait qu'on exclut certaines personnes (pas plus de 50 ans, pas d'autres antécédents dans la famille, pas d'autres problèmes au sein, même bénins...) me dérange. C'est un tri. J'espère qu'ils vont revoir ça. C'est comme si on faisait souscrire une assurance voiture à des gens qui n'ont pas de permis de conduire. C'est un produit d'assurance qui n'en est pas un : on élimine toutes les personnes à risque. C'est quoi, alors ? J'espère qu'ils redescendront sur terre. Même si je ne suis pas compétente, je me dois de défendre les patientes. Ils font une sélection en fonction du risque. Je suis vraiment choquée par ça. Aussi parce qu'on dit qu'on va avoir des sous pour des massages et de l'aide. D'abord, certains services existent déjà. Il faut se rendre compte que, quand on est malade, on a assez de choses à penser et à faire avant de penser à prendre soin de soi. Les femmes sont épuisées par les chimiothérapies et les médicaments. C'est choquant.”*

LA PHRASE

“Il faut faire des choix. À partir du moment où on fait des choix, la critique suit. Il faut investir dans les médicaments et traitements qui peuvent guérir, prolonger la vie ou améliorer les conditions de vie.”
Maggie De Block, à propos des mesures critiquées

LA PHRASE

“J'ai vu pour la première fois que la lumière est faite : on nous indique que ce sont les universités les responsables qui ont poussé les jeunes à se spécialiser. Je suis fan des médecins généralistes. C'est une profession avec une large étendue.”
À propos de la pénurie annoncée de généralistes

2018, ce qui va **BOUGER**

▣ Au menu : réforme de l'Ordre des médecins, réforme du paysage hospitalier, e-santé, pactes...

► Après s'être attaquée à la consommation problématique des antibiotiques, Maggie De Block et son ministère ont mis de nombreux projets sur les rails.

À quoi s'attendre pour 2018 ?

■ **"Certainement la réforme du paysage hospitalier qu'on va continuer à implémenter.** Après en avoir parlé, s'être informé et avoir étudié le dossier, c'est le moment d'aller plus loin dans le chantier. On va s'organiser autrement et travailler avec des réseaux hospitaliers. On va concentrer certains soins. Comme ça, les patients seront soignés par des équipes plus spécialisées. C'est un chantier énorme lié à l'arrêté royal 78, relatif à l'exercice des professions des soins de santé. Il fera place à un nouveau cadre légal qui redessine le partage des compétences dans le domaine des soins de santé... On va changer les fonctions de certaines professions paramédica-

les."

■ **"On va aussi continuer l'implémentation du plan d'action e-santé.** Ça aussi, ça nous aide pour avoir des soins plus modernes, avec l'aide de l'ordinateur. C'est un outil pour travailler autrement. C'est un nouveau modèle d'organisation pluridisciplinaire, interdisciplinaire, autour du patient, avec le consentement de celui-ci. Le patient sera actif comme un pilote."

■ **"On continue aussi nos pactes. Le pacte d'avenir qu'on a conclu avec le secteur pharmaceutique et aussi celui sur les implants et les prothèses pour renforcer la sécurité du patient."**

■ **Il va y avoir la réforme de l'Ordre des médecins qui est aussi dans l'intérêt du patient.** Quand un patient porte plainte aujourd'hui, il n'a pas d'information sur le suivi de sa plainte. Aucune réponse ne lui est apportée."

■ **"On vient aussi de lancer**

plan Evidence Based Practice.

On ne peut plus travailler comme avant. Quand le médecin soigne un patient, il doit tenir compte des preuves scientifiques, des souhaits du patient et de l'expérience clinique. On va aussi faire une **banque de données pour les essais cliniques.** Quand quelqu'un a une maladie rare et qu'on souhaite faire entrer un patient dans cette étude, on peut l'y inscrire via une plate-forme. Le patient aussi pourra chercher. On va gagner du temps pour recruter les patients au profil recherché. Les essais e-cliniques concernent 170.000 personnes par an. Souvent, c'est le seul traitement offert aux gens. Soit pour les soigner, soit pour améliorer leur qualité de vie."

■ **"On continue tous les plans opérationnels comme HIV, le plan cancer... Dans lequel on investit pour les médicaments innovants."**

L. C.C.